

Le monde est-il clos ou ouvert et le désir est-il infini ou circonscrit ?

Parmi les ouvrages publiés en cette rentrée, avec en point de mire la COP 21 sur le climat en novembre et décembre prochains, il y a celui de Daniel Cohen, *Le monde est clos et le désir infini* (Albin Michel, 2015). Daniel Cohen est un économiste de grand renom, au sommet du monde académique, qui nous offre ici un essai où les considérations historiques, sociologiques et psychologiques se mêlent, pour répondre à la question qui taraude maintenant les sociétés, et pas seulement depuis l'éclatement de la crise dite financière en 2007 : sortiront-elles du marasme, au pire de la récession, au mieux de la stagnation économique ? Et pour répondre à une autre question plus difficile encore : comment se défaire de l'addiction à la croissance économique et repenser le progrès humain ?

Un économiste renommé qui sort de la tour d'ivoire de l'économie, en rassemblant une grande quantité de références hors de sa discipline, n'est pas si fréquent pour qu'on ne s'en félicite pas. Bataille, Freud, Girard, Diamond, Lévi-Strauss sont parmi les auteurs cités les plus importants. Même le nom de Marx figure sur une ou deux pages, mais sans que la logique d'accumulation capitaliste soit évoquée, ce qui est pour le moins surprenant lorsqu'il s'agit d'analyser la croissance sur le long terme.

On saluera tout de même la synthèse menée avec brio de l'histoire économique, allant de la révolution néolithique à la révolution industrielle, en passant par l'invention de la monnaie, pour déboucher sur la révolution numérique. Mais le raisonnement économique de l'économiste mérite d'être interrogé avant de voir le parti qui peut être tiré de la profusion de références et de citations issues des autres sciences sociales. D'autant qu'on peut se demander si l'influence de l'évolution des techniques aurait été aussi grande si elle n'avait été accompagnée des transformations des rapports de production, absents de ce livre.

Sur la productivité du travail

Puisqu'il s'agit en premier lieu de porter un diagnostic sur l'état de l'économie, que dit l'auteur au sujet de l'évolution actuelle de la productivité du travail, puisque, *in fine*, c'est d'elle que dépend la croissance économique ? On ne saura pas bien, car il dit deux choses différentes, voire contradictoires. D'un côté, Daniel Cohen pense que le « paradoxe de Solow » est résolu, sous-entendu que son auteur se trompait : l'économiste Robert Solow avait déclaré dans les années 1990 qu'on voyait les ordinateurs partout sauf dans les statistiques de la productivité, pour mettre en doute la capacité des nouvelles techniques à enclencher une nouvelle ère de croissance forte. De l'autre côté, Daniel Cohen commente abondamment les travaux de l'économiste Robert Gordon aux États-Unis qui conteste cette possibilité, et, semble-t-il, il l'approuve (quoique cela ne soit pas si sûr) : la raison mise en avant par Gordon est que ladite troisième révolution industrielle (la numérique) ne produit pas les mêmes effets d'entraînement que les deux premières (fondées sur le charbon et l'électricité). Le fait est que les gains de productivité diminuent partout dans les pays développés depuis presque quatre décennies. Pourtant Gordon, contrairement à ce que suggère Daniel Cohen, ne nie pas le progrès technique, il conteste qu'il ait un impact capable d'impulser une nouvelle vague forte et durable de croissance économique.[1]

S'agirait-il seulement d'une mauvaise mesure de l'évolution de la productivité du travail, elle-même provenant d'une mauvaise estimation du PIB ? Deux raisons expliqueraient, selon Daniel Cohen, cette mesure inadéquate. La première est que « bon nombre des profits de la révolution numérique sont gratuits et ne figurent pas dans les statistiques » (p. 109) ou encore « toutes ces grandes innovations qui ont révolutionné la vie urbaine ne figurent pas en tant que telles dans le PIB, sinon à proportion de leurs coûts d'installation » (p. 109). Mais ce problème n'existe que tant qu'on assimile valeur d'usage et valeur marchande. C'est donc un faux problème. La seconde raison serait : « Une autre dimension du débat porte sur les emplois publics. Le PIB les mesure à leurs coûts. La contribution d'un médecin hospitalier à la richesse est mesurée à proportion de son salaire. Point à la ligne. Les progrès de l'espérance de vie qu'il permet d'atteindre ne seront jamais pris en compte dans le calcul de la

productivité. Même chose pour un enseignant ou un gardien de musée. » (p. 110-111)[2]. Et Daniel Cohen ajoute en note de bas de page : « Le PIB mesure la production des fonctionnaires à leur coût. Réduire le salaire des enseignants et des médecins font donc baisser leur contribution (mesurée) à la richesse et abaisse aussi leur productivité apparente, laquelle est définie par la richesse produite par heure travaillée. » (p. 110). On touche là la faille théorique et épistémologique de fond de la théorie économique dominante, mais aussi d'une bonne partie des théories prétendument hétérodoxes, notamment des thèses prônant la reconstruction des indicateurs de richesse. Une fois de plus, revient le leitmotiv selon lequel l'utilité des services rendus par le médecin ou l'enseignant n'est pas prise en compte dans le PIB. Mais pour aucun bien matériel ou service (que celui-ci soit matériel ou non, marchand ou non ne change rien à l'affaire), on n'a son utilité « mesurée » dans le PIB, parce que le PIB n'est pas une addition de valeurs d'usage mais une addition de valeurs monétaires. A-t-on jamais intégré la « désutilité » de nos voitures coincées dans les embouteillages dans la mesure de la productivité du travail des travailleurs du secteur automobile ? Le PIB ne peut mesurer plus que ce qu'il est censé faire : additionner des valeurs monétaires validées socialement sur le marché ou par décision politique et jamais des valeurs d'usage car c'est impossible.

Sur la valeur économique

Et la reprise à son compte du leitmotiv trivial précédent par Daniel Cohen est d'autant plus étonnante que, à la fin de son livre, il affirme, cette fois-ci avec mille fois raison : « Il faut ensuite tordre le cou à une idée constamment répétée selon laquelle il faudrait de la croissance pour financer les dépenses publiques. On paie les médecins et les enseignants pour un service : en quoi est-ce différent d'aller au restaurant ou d'acheter une voiture ? Leurs services font partie de la richesse produite, ils ne sont pas "prélevés" sur celle-ci. » (p. 210).

De trois choses l'une : ou bien Daniel Cohen est l'auteur de cette thèse, et à ce moment-là, on ne peut se contenter de ces quelques lignes, il faut une démonstration étayée, car cette affirmation est trop contraire au mantra libéral et à celui du marxisme traditionnel, et cela conduira peut-être Daniel Cohen à invalider son appréciation de la mesure du PIB. Ou bien deuxième possibilité, il répète ce que disait Jean-Baptiste Say, mais celui-ci confondait richesse et valeur. Ou bien, troisième possibilité, il n'est pas l'auteur de cette thèse, il la reprend mais les références sont absentes. Elles auraient été pourtant faciles à trouver car la thèse du *travail productif de valeur dans la sphère non marchande* ne figure que dans un seul ensemble de travaux depuis une vingtaine d'années en langue française et, à ma connaissance, en langue anglaise.[3] Je ne peux que me réjouir que le principal impensé de la théorie économique – aussi bien néo-classique, que marxiste traditionnelle – soit battu en brèche. Mais il s'agit alors d'un emprunt indélicat puisque non référencé. Certes, la connaissance doit être un bien commun partagé, mais si les économistes évoluant en division 1 n'ignoraient pas ce que font ceux qui jouent en division 2, la circulation et surtout le renouvellement des connaissances seraient meilleurs. Cela vingt ans que je fais tourner cette théorie dans tous les sens, dans le monde académique comme dans le monde social engagé. C'est entendu, Daniel Cohen est désormais lancé sur orbite hétérodoxe ! Bravo et merci de cette aide.

Sur l'emploi

Allons donc plus avant dans le décryptage des causes et des conséquences de la révolution numérique. C'est l'objet de trois chapitres de la deuxième partie du livre de Daniel Cohen : « Où va le travail humain ? », « La croissance disparue » et « Marx à Hollywood ».

La thèse qu'il soutient est que l'ère numérique condamne les catégories de travailleurs intermédiaires. « La classe moyenne s'est développée dans le sillage du processus de bureaucratisation (privé autant que public) qui a accompagné le développement de la société industrielle. La société numérique est en partie une réponse à ce processus, dans une immense opération de réduction des coûts (*cost-cutting*). » (p. 100-101). Ainsi, « aux deux bouts du monde de l'emploi se crée une formidable asymétrie : les salaires vont en haut et les emplois vont en bas » (p. 102). Daniel Cohen touche ici un point juste. Il explique qu'hier le tout électrique était dans une relation de complémentarité avec le travail ; aujourd'hui, le progrès technique portant les nouvelles techniques numériques se substitue au travail. Cette substitution est dangereuse car elle crée une incertitude, une inquiétude et une insécurité : si le travailleur est remplacé par un logiciel, où se trouve sa productivité ? L'impératif catégorique « sois créatif, sinon tu seras remplacé par un logiciel » est terrorisant.

Ce constat a une grande probabilité d'être exact. Mais le modèle théorique que propose Daniel Cohen pour

l'établir est-il pertinent ? C'est le modèle qu'il appelle *A/B*, dont il pose le cadre :

« Si les emplois qui survivent sont ceux que le progrès technique épargne, que devient le potentiel de croissance des économies ? Analysons ici un modèle simplifié, inspiré de Sauvy, pour tenter d'y répondre.

Considérons une économie initialement composée de deux secteurs de taille égale. La moitié de l'économie travaille dans le secteur A, qui emploie disons 100 travailleurs, et l'autre moitié dans le secteur B, où travaillent 100 travailleurs aussi. Supposons à présent qu'un choc technologique majeur détruit entièrement les emplois du secteur A ! (c'est l'ordre de grandeur des conséquences de la numérisation selon Bendikt et Osborne). La population employée dans le secteur A doit migrer vers le secteur B. Ce dernier, au bout de la transition, double donc de taille. On peut penser au choc qu'a représenté la disparition de l'agriculture au cours du XX^e siècle en faveur de l'industrie, ou plus tard, à la disparition des emplois industriels à la faveur des services. Comment analyser les conséquences de ce "déversement" ? Quelles sont les propriétés de cette économie, en termes de croissance et de répartition ?

Pour fixer des ordres de grandeurs chiffrées, supposons, dans notre exemple, que le processus de migration des emplois A vers les emplois B prenne cinquante ans à se réaliser. Ce serait comme une mutation allant de 1980 à 2030. Au cours de cet horizon de temps, la moitié A de l'économie enregistre une croissance infinie de sa productivité : ce que faisaient les cent personnes de ce secteur se fait maintenant tout seul grâce à des logiciels ! Que vaut la croissance moyenne au cours de cette période ? Supposons qu'avant le choc, les travailleurs des secteurs A et B produisaient chacun une unité de PIB. Celui-ci valait donc initialement 200. Cinquante ans plus tard, que vaut-il ? Le secteur A produit sans aucun travailleur les 100 unités initiales, et le secteur B qui a doublé de taille en produit désormais 200. Au total, le PIB est passé de 200 initialement à 300 cinquante ans plus tard, soit une multiplication de 150 %. Ce n'est pas rien, mais en termes annuels, cela veut dire une croissance de 0,8 %, pas très éloignée des scénarios pessimistes de Gordon...

Comment est-ce possible ? La moitié de l'économie connaît une croissance *infinie* de sa productivité, et au final, la croissance moyenne n'égale même pas 1 % l'an ! La raison de cette déception tient à un facteur crucial. Nous avons supposé dans notre exemple que la totalité des gains d'efficacité était dans le secteur A mais que les travailleurs du secteur B, à l'inverse, ne connaissaient aucune amélioration de leur productivité. Dans cet exemple, les logiciels remplacent purement et simplement les hommes, mais les travailleurs déplacés ne sont pas plus productifs. "Il n'est de richesse que d'hommes", disait Jean Bodin au XVI^e siècle. Si leur productivité individuelle ne progresse pas, la croissance est nécessairement faible. » (p. 116-117).

Pourquoi ce modèle mérite-t-il d'être corrigé ? Daniel Cohen raisonne en termes physiques avec deux secteurs, donc deux produits. Or le PIB n'est pas calculé en termes physiques, mais en termes monétaires dès l'instant où il y a au moins deux produits, c'est-à-dire en multipliant des quantités physiques par des prix, et en additionnant ensuite le tout. Or, si la productivité « physique » rejoint l'infini, que vaut en monnaie chaque unité produite ? Réponse : zéro. Comme le répète souvent à juste titre Daniel Cohen, les fameux logiciels ne « valent » rien ou presque en tendance (l'étalement de son exemple sur 50 ans oblige à raisonner en tendance). Et on retrouve l'éternel problème de l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur. On pourrait me faire trois objections. L'une, d'ordre méthodologique, est qu'on calcule l'évolution du PIB « en volume ». Mais cette précision sémantique désigne l'effacement de l'érosion monétaire (l'inflation) dans le calcul, mais cette érosion ne doit pas être confondue avec l'évolution des prix due aux transformations réelles du système productif. Ici, à l'évidence, la nouvelle production du secteur A de Daniel Cohen vaut zéro. La seconde objection possible est que je raisonne implicitement en termes de valeur-travail des marchandises produites dans le secteur A. Mais c'est le cadre proposé par Daniel Cohen qui impose un tel raisonnement : sur le long terme (et, ici, 50 ans, c'est du long terme), l'évolution inverse de la productivité du travail et de la valeur est toujours vérifiée, et il ne faut pas s'en étonner puisque l'une est la fraction inversée de l'autre. La troisième objection possible est que les capitalistes du secteur A vont certainement réussir à vendre leur production à un prix non nul. Exact. Mais, dans ce cas, si l'on n'ose pas être marxien, il faut au moins être un peu schumpétérien : les entreprises en position dominante (soit parce qu'elles jouissent d'un quasi-monopole, soit parce que – ce serait le cas ici –, elles ont innové) captent une part de la valeur globale à l'échelle de l'économie : pour Marx, c'est une « plus-value extra » ; pour Schumpeter, ce « profit » s'éteindra dès que l'innovation se répandra dans toute l'économie.

La conclusion que tire Daniel Cohen de son modèle A/B doit donc être modifiée : il s'agit là de la manifestation de la crise structurelle du capitalisme. En effet, sous l'impulsion du progrès technique, les marchandises valent de moins en moins : cela signifie la difficulté croissante à engendrer de la plus-value en quantité suffisante pour valoriser le capital à la hauteur espérée par ses propriétaires. J'ai résumé cela par une formule[4] : la crise systémique actuelle est une crise de production et de réalisation de la valeur, due à la difficulté à aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail, sous peine de surproduction généralisée, et au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature, sous peine d'épuisement et de dégradation irrémédiable de celle-ci.

Sur le désir

Pour exprimer ce qui précède, il faut une théorie de la valeur. On peut alors ensuite s'aventurer sur le terrain des valeurs, sans trop risquer de confondre les deux registres, l'économie et la philosophie politique, ou bien d'incorporer abusivement les derniers avatars de l'idéologie néoclassique de l'économie comportementale et des élucubrations sur la mesure du bonheur, de la confiance et autres items à la mode. Daniel Cohen a raison de convoquer Freud et Girard pour essayer de comprendre pourquoi l'être humain est assailli par cette soif inextinguible de biens et de richesse matérielle. « La richesse ne parvient pas à libérer les êtres humains des problèmes matériels. » (p. 163). D'autres s'y étaient déjà essayés (on pense notamment à Bernard Maris). Et le paradoxe d'Easterlin se vérifie : la croissance économique procure une satisfaction marginale décroissante et, au-delà d'un certain niveau de richesse, le bien-être n'augmente plus.

Comment relier cela à l'idée de l'infinitude du désir ? L'angoisse de la mort chez Freud, le mimétisme et la désignation du bouc émissaire chez Girard sont des hypothèses souvent mobilisées. Pour Freud, après le meurtre du père, le travail est le moyen pour l'individu de canaliser son agressivité et sa culpabilité. Pour Girard, c'est au contraire la rivalité mimétique et l'envie qui est au fondement de la violence sociale. Daniel Cohen tente une synthèse : « Faut-il choisir entre le père et le frère pour comprendre le désir humain ? Nous nous en garderons bien. Chacun de ces deux versants de l'analyse explore une dimension des besoins qui habitent les individus : le besoin psychique de se sublimer dans son travail, et le besoin social de chercher un modèle en dehors de soi, qui permette de construire son identité. Par leur voie propre, chacun montre pourquoi cette tâche doit être constamment recommencée, que ce soit du fait d'un Surmoi insatiable ou d'une rivalité par nature inépuisable. » (p. 173).

Admettons la thèse du désir comme expression des angoisses, peurs, frustrations et autres fantasmes de domination de l'être humain. Mais si ce désir ne connaît pas de bornes, et Daniel Cohen fait de cette infinitude le fil conducteur de son livre, comment comprendre la conclusion : « le désir humain est profondément malléable, influencé par les circonstances dans lesquelles il se déploie, ce qui le rend insatiable, infini... » (p. 216) ? Parce que Daniel Cohen, à l'avant-dernière page de son livre, change radicalement de pied : ce n'est plus la taille du désir qui est infinie en soi, comme le lecteur a cru le comprendre pendant tout le livre, c'est sa malléabilité, c'est-à-dire les formes qu'il va prendre, qui ne renvoient pas nécessairement à sa taille. Sinon, quelle marge de manœuvre aurait-on pour que ses multiples formes ne dissolvent pas la société, ou ne fassent pas franchir ou reculer sans fin les limites de la biosphère ? D'autre part, si ce désir est malléable selon les circonstances, ne serait-il pas temps de convoquer à la barre le capitalisme dont il n'est dit pratiquement rien dans ce livre, alors que, sans doute, sa grande force est de réussir à canaliser les multiples angoisses humaines dans la soif de consommation ? Car s'il y a des « circonstances » modulant ce désir, ce sont bien celles nées de la démesure de l'idée même de l'accumulation infinie du capital. Si « l'envie n'est pas inéluctable » puisqu'« elle ne porte que sur les biens ostentatoires » (p. 211), comme l'écrit Daniel Cohen, il nous reste une capacité de la garder dans certaines limites. Mais la flexibilité à la danoise vantée par lui est-elle suffisante pour garantir qu'un rapport de force qui évoluerait davantage en faveur du capital ne la transforme en une nouvelle forme de domination, encore plus insidieuse et perverse ? Par ailleurs, le modèle danois se révèle-t-il plus accueillant, plus humain à l'égard des migrants que d'autres modèles ?

Daniel Cohen cite Ester Boserup pour penser que l'humanité est d'autant plus inventive à résoudre ses problèmes qu'elle est nombreuse.[5] N'y a-t-il pas là un risque de renouer avec une foi dans le progrès, forcément technique, puisqu'il est le fruit de l'ingéniosité humaine ? N'est-ce pas la marque de la vision faible de la soutenabilité du développement ?

Si l'on peut approuver sans réserve la préconisation de cesser le management du travail par le stress comme celle de sécuriser les parcours individuels lorsqu'il y a cessation de l'emploi, pourquoi ne sont jamais mentionnées la réduction du temps de travail et l'introduction de procédures démocratiques dans les entreprises et tous les collectifs de travail ? N'y aurait pas dans ce type de transformation une source de pacification des relations sociales, de chacun vis-à-vis de l'autre, de tous vis-à-vis de notre environnement naturel ?

Finalement, qu'est-ce que « le monde » ? Si c'est la planète Terre, elle est bornée malgré le flux d'énergie solaire reçu en permanence. S'il s'agit de « notre monde humain », est-il clos ou bien est-il ouvert à des inventions humanistes ? Le désir est-il, par nature infini, ou bien est-il, pour une part au moins, circonscrit à un contexte social, où l'action humaine reste possible pour éviter le pire ?

[1] J'ai tenté une synthèse de cette discussion sur la croissance dans J.-M. Harribey, « [L'impact cumulé des crises sociale et écologique du capitalisme sur la croissance : la fin programmée de celle-ci ?](#) », Colloque de la Régulation, 10-12 juin 2015, en reprenant une note écrite pour les Économistes atterrés à l'automne 2014.

[2] On pourrait ironiser en faisant remarquer à Daniel Cohen qu'il ne s'offusque pas que la théorie économique néoclassique assimile la contribution du travail aux salaires, le reste de la valeur ajoutée étant implicitement imputée à la fécondité du capital..., cette chose morte !

[3] On peut trouver la [liste de ces travaux](#) que j'ai synthétisés dans J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 ; et en anglais : « [Expectation, Financing and Payment of Nonmarket Production : Towards a New Political Economy](#) », *International Journal of Political Economy*, vol. 38, n° 1, Spring 2009, p. 58-80.

[4] Dans *La richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.*, et aussi dans *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2014.

[5] Cela rappelle la profession de foi de Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent : « « On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. » dans *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008, p. 54. Voir mon commentaire « [La croissance élitiste](#) », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008.

Cet article a été posté le Samedi 12 septembre 2015 dans la catégorie [Non classé](#). Vous pouvez envoyer un commentaire en utilisant le formulaire ci-dessous.